

159^{ème} Baromètre Grant Thornton des PME-ETI

La confiance des dirigeants de PME-ETI : le soufflé de la rentrée retombe

Les incertitudes géopolitiques et l'instabilité budgétaire, fiscale et politique nationale freinent à nouveau la confiance des dirigeants de PME-ETI, qui privilégient la préservation des marges aux projets d'expansion.

15 octobre 2026_ Grant Thornton France, groupe d'audit et de conseil, présente ce jour les résultats de son **159^{ème} Baromètre de la confiance des PME-ETI**. Cette étude a été réalisée du **16 septembre au 2 octobre 2026**, auprès de **220 dirigeants** d'entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 20 millions d'euros, par l'Institut OpinionWay, en partenariat avec le magazine Challenges.

Adam Nicol, Président de Grant Thornton, déclare :

« Le baromètre d'octobre confirme ce que nous pressentions le mois dernier : le rebond de confiance observé à la rentrée était réel, mais il reposait sur des fondations fragiles. Les incertitudes géopolitiques persistent, les débats budgétaires alimentent l'attentisme et la visibilité reste insuffisante pour se projeter sereinement à moyen et long terme.

A faible visibilité, le décrochage est quasi-inévitable. Les chefs d'entreprise continuent de faire davantage confiance à leur propre entreprise qu'à l'économie française ou mondiale. Mais cette confiance s'accompagne désormais d'une prudence accrue : les investissements sont réévalués, les priorités se recentrent sur les marges et la trésorerie, et le marché de l'emploi reste dans le rouge pour le deuxième mois consécutif.

Ce baromètre dessine le portrait de dirigeants qui ne renoncent pas, mais qui avancent avec retenue. Dans un contexte où 43 % des ETI ont déjà revu leurs projets d'investissement, la stabilité et la lisibilité des règles du jeu deviennent des conditions essentielles pour transformer la résilience des entreprises en dynamique de croissance pérenne. »

À RETENIR

- **Confiance entreprise** : 65 % (-11 pts vs septembre) — la confiance retombe à son niveau d'avant l'été et s'érode dans tous les secteurs, à l'exception des services.
- **Emploi** : le principal signal d'alerte de septembre se confirme : pour le deuxième mois consécutif, les intentions de réduction d'effectifs dépassent les intentions d'embauche.
- **Économie française** : 15 % (-13 pts) — les dirigeants renouent avec une défiance à l'égard des perspectives nationales.
- **Économie mondiale** : 23 % (-5 pts) — la confiance se stabilise à un niveau faible.
- **Projection des ETI** : 43 % des dirigeants déclarent avoir modifié leurs projets d'investissement en raison du contexte actuel.

La confiance dans leur propre entreprise retombe à son niveau d'avant-entrée

Après le rebond observé en septembre, la confiance des dirigeants dans les perspectives de leur propre entreprise s'essouffle nettement. Alors que 76 % d'entre eux se déclaraient confiants à la rentrée, ils ne sont plus que **65 % en octobre**, soit une **baisse de 11 points en un mois**.

Ce recul efface l'embellie de septembre et ramène l'indicateur à un niveau proche de celui observé avant l'été.

Signal avant-coureur : la progression observée restait inférieure à celle des trois dernières rentrées à la même période (85 % en 2025, 93 % en 2024 et 88 % en 2023), témoignant des incertitudes économiques et budgétaires, notamment autour du projet de loi de finances, qui continuent de peser sur les anticipations des dirigeants.

Une confiance qui s'érode dans tous les secteurs, à l'exception des services

Le recul est particulièrement marqué dans l'industrie-construction, où la part de dirigeants confiants chute de 74 % à 61 % (-13 points), tandis que le niveau d'inquiétude progresse fortement, passant de 26 % à 39 %.

Le commerce enregistre une évolution similaire : après avoir atteint un niveau élevé de confiance en septembre (80 %), l'indicateur recule de 13 points pour s'établir à 67 %.

À l'inverse, les services font preuve d'une plus grande résilience. Avec 71 % de dirigeants confiants, le secteur affiche une quasi-stabilité par rapport à septembre (-1 point).

L'économie française : un net décrochage

La parenthèse d'optimisme de septembre se referme rapidement. La confiance dans l'économie française recule de 13 points en octobre, à 15 %, alors que plus de 70 % des dirigeants demeuraient encore défiants malgré le léger regain observé à la rentrée.

85% des dirigeants se déclarent désormais défiants à l'égard des perspectives nationales, dont 22%, « pas du tout confiants », en hausse de 9 points par rapport à septembre.

Les motifs d'inquiétude se multiplient : débats autour du budget 2027, tensions sur les finances publiques, hausse des taux d'emprunt, croissance atone et mouvements sociaux dessinent un environnement jugé de plus en plus incertain.

Dans l'ensemble des secteurs, la confiance des patrons dans leur propre entreprise reste nettement supérieure à celle accordée à l'économie française. L'écart est particulièrement marqué dans les services (71 % contre 13 %), mais se retrouve également dans le commerce (67 % contre 16 %) et dans l'industrie-construction (61 % contre 17 %).

Le passage dans le rouge du marché de l'emploi constituait l'un des principaux signaux d'alerte de la vague de septembre. Un mois plus tard, ce signal se confirme.

Après avoir basculé en territoire négatif pour la première fois depuis novembre 2020 (-3 points en septembre), le solde d'emploi demeure dans le rouge en octobre, à -2 points.

13 % des dirigeants anticipent une réduction de leurs effectifs, contre 11 % seulement qui prévoient de recruter au cours des prochains mois.

Cette deuxième vague s'inscrit dans un contexte de vigilance croissante. Dès juin, l'Insee faisait état d'un climat de l'emploi particulièrement dégradé, à son plus bas niveau depuis 2013 hors période de crise sanitaire. Aujourd'hui, les entreprises continuent d'aborder leurs décisions de recrutement avec prudence.

La confiance dans l'économie mondiale : ni rechute, ni rebond

Après le rebond observé à la rentrée (+6 points par rapport à juin), la confiance des dirigeants dans les perspectives de l'économie mondiale recule légèrement en octobre, passant de **28 % à 23 %** (-5 points). Elle retrouve ainsi un niveau proche de celui mesuré en juin (**22 %**).

Les dirigeants continuent d'évoluer dans un environnement international marqué par de nombreuses zones d'incertitude : tensions géopolitiques persistantes, notamment au Moyen-Orient, conséquences du choc énergétique sur l'activité, volatilité des marchés et perspectives de croissance toujours limitées.

Les chefs d'entreprise semblent avoir intégré un environnement mondial durablement incertain, sans pour autant anticiper une dégradation supplémentaire significative de la situation.

Le retournement est particulièrement brutal dans les services : la confiance dans l'économie mondiale chute de 35 % à 11 % en un mois, soit une baisse de 24 points.

Projections des ETI : les ETI gardent le pied sur le frein

Les dirigeants d'ETI peinent à se projeter. **Seuls 54 % estiment disposer d'une bonne visibilité pour piloter leur activité au cours des douze prochains mois**, dont seulement 4 % qui jugent cette visibilité très bonne. À l'inverse, **46 % déclarent manquer de visibilité**, dont 9 % de façon très marquée.

Cette difficulté à anticiper a des conséquences concrètes sur les décisions des entreprises.

43 % des dirigeants déclarent avoir modifié leurs projets d'investissement en raison du contexte actuel, et 38 % les ont reportés ou réduits. **Si 57 % maintiennent leurs investissements, seuls 5 % choisissent de les accélérer.**

L'international et l'instabilité nationale dominent les inquiétudes

Des inquiétudes avant tout d'ordre macroéconomique et géopolitique : 78 % citent le contexte économique international et 70 % les tensions géopolitiques parmi les principaux facteurs susceptibles d'influencer leurs décisions stratégiques d'ici la fin de l'année.

Les facteurs nationaux arrivent juste derrière : 63 % citent l'instabilité budgétaire ou fiscale et 62 % l'instabilité politique en France.

D'autres sujets gagnent également en importance. La **pénurie de compétences** est désormais mentionnée par 45 % des dirigeants (+26 points par rapport à 2025), tandis que les

cyberattaques progressent fortement parmi les préoccupations citées (43 %, +38 points).

Enfin, l'accélération des **transformations technologiques et de l'intelligence artificielle** fait son entrée dans le classement, citée par 31 % des répondants.

Préserver l'existant plutôt qu'accélérer

La photographie qui se dessine est celle de dirigeants privilégiant la solidité financière de leur entreprise plutôt que les stratégies offensives de développement.

L'amélioration de la rentabilité et la préservation des marges arrivent largement en tête des priorités pour les douze prochains mois (37 %), devant la préservation de la trésorerie et de la capacité d'investissement (24 %).

À l'inverse, **les leviers de croissance apparaissent nettement en retrait**. Seuls 13 % placent l'accélération de la croissance commerciale parmi leurs priorités, tandis que 8 % seulement citent l'investissement dans l'innovation et l'IA ou encore le recrutement et le développement des compétences. **Le développement international et la croissance externe n'apparaissent prioritaires que pour 2 % des dirigeants.**